

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DASSAULT AVIATION

Société anonyme au capital de 81.007.176 euros, cotée et immatriculée en France
Siège social : 9, rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault, 75008 Paris
712 042 456 R.C.S. Paris
Siret : 712 042 456 00111.

A. - Comptes consolidés au 31 décembre 2009.

Les comptes consolidés définitifs 2009 du groupe Dassault Aviation, approuvés par l'assemblée générale du 19 mai 2010, sont sans changement par rapport à ceux mis à disposition sur le site Internet de Dassault Aviation le 17 mars 2010 (www.dassault-aviation.com, rubrique Finance / Publications).

B. Comptes annuels au 31 décembre 2009.

I. - Bilan au 31 décembre 2009.

(En milliers d'euros.)

Actif	Éléments de l'annexe	31/12/2009			31/12/2008
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2	79 128	-64 557	14 571	12 634
Immobilisations corporelles	2	945 620	-635 855	309 765	296 941
Immobilisations financières	3	2 187 226	-9 010	2 178 216	212 917
Total actif immobilisé		3 211 974	-709 422	2 502 552	522 492
Stocks et en-cours	4	3 155 971	-255 855	2 900 116	2 781 634
Avances et acomptes versés sur commandes		205 647	0	205 647	196 953
Créances clients et comptes rattachés	6	521 318	-95 934	425 384	322 965
Autres créances et comptes de régularisation	6	506 505	0	506 505	423 048
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie	9	2 277 053	0	2 277 053	3 132 893
Disponibilités		119 934	0	119 934	200 795
Total actif circulant		6 786 428	-351 789	6 434 639	7 058 288
Total actif		9 998 402	-1 061 211	8 937 191	7 580 780

Passif	Éléments de l'annexe	31/12/2009	31/12/2008
Capital	10	81 007	81 007
Primes d'émission, de fusion, d'apport		19 579	19 579
Réserves	12	2 265 191	1 971 413
Résultat de l'exercice		265 969	352 508
Provisions réglementées	14	293 328	273 194
Capitaux propres	13	2 925 074	2 697 701
Provisions pour risques et charges	14	843 723	781 363

Emprunts et dettes financières (1)	15	1 760 910	256 101
Avances et acomptes reçus sur commandes		2 667 329	2 828 489
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16	413 116	663 449
Autres dettes et comptes de régularisation	17	327 039	353 677
Total dettes		5 168 394	4 101 716
Total passif		8 937 191	7 580 780
<i>(1) Dont soldes créditeurs de banque :</i>		9 129	10 222

II. – Compte de résultat.

(En milliers d'euros).

	Éléments de l'annexe	2009	2008
Chiffre d'affaires net	20	2 748 219	3 540 455
Production immobilisée		0	127
Variation des en-cours de production		39 851	288 423
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges		462 506	406 824
Autres produits		5 157	7 311
Produits d'exploitation		3 255 733	4 243 140
Achats consommés		-1 287 269	-1 881 689
Charges de personnel		-624 604	-636 900
Autres charges d'exploitation		-322 520	-298 218
Impôts et taxes		-58 357	-56 874
Dotations aux amortissements des immobilisations	2	-58 130	-54 950
Dotations aux provisions	14	-526 711	-654 393
Charges d'exploitation		-2 877 591	-3 583 024
Résultat d'exploitation		378 142	660 116
Résultat financier	22	72 198	19 107
Résultat courant		450 340	679 223
Résultat exceptionnel	23	-20 324	-6 503
Participation et intéressement des salariés		-100 712	-136 203
Impôts sur les résultats	24	-63 335	-184 009
Résultat net de l'exercice		265 969	352 508

III. – Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros).

Libellé	2009	2008
Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation :		
Résultat net	265 969	352 508
Annulation du résultat sur cessions d'actifs immobilisés	145	665
Annulation subventions d'investissements rapportées au résultat	0	0
Net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions	136 099	255 116
Capacité d'autofinancement (A)	402 213	608 289
Impact de la :		
Variation des stocks et en-cours	-118 482	-257 522
Variation des avances et acomptes versés	-8 694	-13 618
Variation des créances clients et comptes rattachés	-102 419	36 623

Variation des autres créances et comptes de régularisation	-83 457	-11 509
Variation des avances et acomptes reçus	-161 160	36 246
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	-250 333	-19 297
Variation des autres dettes et comptes de régularisation	-26 638	-24 588
Augmentation (-) ou diminution (+) du besoin en fonds de roulement (B)	-751 183	-253 665
(A+B)	-348 970	354 624
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-77 435	-75 869
Acquisition d'immobilisations financières (1)	-1 960 658	-2 258
Cessions ou réductions d'actifs immobilisés	4 284	14 876
	-2 033 809	-63 251
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement :		
Augmentation de capital	0	0
Augmentation des autres fonds propres	0	0
Diminution des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières (2)	1 587 994	107 448
Remboursement des dettes financières	-82 093	-99 758
Dividendes versés au cours de l'exercice	-58 730	-107 335
	1 447 171	-99 645
Variation nette de la trésorerie	-935 608	191 728
Trésorerie au 1er janvier (3)	3 323 466	3 131 738
Variation nette de la trésorerie	-935 608	191 728
Trésorerie à fin de période (3)	2 387 858	3 323 466

(1) 1 958 millions d'euros correspondant à l'acquisition des titres Thales en mai 2009.

(2) Au cours du premier semestre 2009, la société a souscrit des emprunts à court-terme (cf. caractéristiques à l'élément 15).

(3) La trésorerie ainsi définie correspond aux postes du bilan suivants :

[Disponibilités] + [valeurs mobilières de placement au coût historique] - [concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque].

IV. – Projet d'affectation du résultat 2009.

(En milliers d'euros).

Origine :

Le bénéfice de l'exercice	265 969
Report à nouveau des exercices antérieurs	2 181 453
	2 447 422

Affectation :

Dividendes	89 108
Report à nouveau	2 358 314
	2 447 422

V. – Annexes aux comptes sociaux.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009, dont le total est de 8 937 191 milliers d'euros et au compte de résultat de l'exercice, dont le total est de 3 435 862 milliers d'euros et dégageant un bénéfice de 265 969 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Les notes (ou éléments) n° 1 à 33, font partie intégrante des comptes annuels.

Éléments 1. – Règles et méthodes comptables.

Les comptes individuels sont établis conformément au règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité.

Les méthodes qui ont présidé à la présentation des comptes annuels sont comparables d'un exercice à l'autre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. Immobilisations incorporelles et corporelles. – Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Par exception, les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	4-10 ans
Matériel roulant	3-4 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

B. Perte de valeur des actifs. – A chaque clôture, la société apprécie s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation si un indice de perte de valeur est détecté. Dans le cadre de la clôture annuelle, un test de dépréciation est systématiquement effectué.

Ces indices de perte de valeur comprennent, notamment, des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique (débouchés commerciaux, sources d'approvisionnement, évolution d'indices ou de coûts, ...) ou les hypothèses ou objectifs retenus par la société (études de rentabilité, carnet de commandes, évolution de la réglementation).

La société déprécie les immobilisations corporelles et incorporelles d'un actif lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle. Le montant de la dépréciation comptabilisée en résultat est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage.

La valeur d'usage d'un actif est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,8 % et un taux de croissance de 2 %. Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique. Les flux après impôts sont projetés sur une période de cinq ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale.

C. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement. – La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, à l'exception de celles qui ont fait l'objet de la réévaluation légale 1976. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'utilité.

D. Stocks et travaux en-cours. – Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués au coût d'acquisition pour les articles achetés et au coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

La société a mis en place depuis septembre 2009 des mesures de chômage partiel pour adapter son plan de charges à l'activité. La sous-activité liée à ces mesures a été comptabilisée en charges de l'exercice et n'a pas d'impact sur l'évaluation des travaux en-cours de décembre 2009.

Les travaux en-cours sont évalués au coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

E. Créances. – Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

F. Emprunts. – Les emprunts sont comptabilisés pour le montant reçu. Les frais de transaction sont comptabilisés en charge de l'exercice.

G. Provisions réglementées. – Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- les provisions pour investissements ;
- les provisions pour hausse des prix ;
- les provisions pour risques crédits moyen terme export ;
- les amortissements dérogatoires.

H. Provisions pour risques et charges.

– Coût des départs à la retraite et prestations assimilées : les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des prestations assimilées (médailles du travail...) sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat d'exploitation dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés. – Autres provisions pour risques et charges : dans le cadre de ses activités, la société est amenée à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

I. Couverture de change. – La société utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation. Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollars US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Les primes payées ou encaissées sur les achats ou ventes éventuelles d'options ne sont portées en résultat qu'à l'échéance de ces options, à l'exception des primes concernant les stratégies « à prime zéro » qui sont portées immédiatement en résultat, afin de ne pas créer de décalages temporaires.

J. Opérations en devises étrangères. – Les transactions en devises étrangères sont enregistrées pour leur contrevaletur en euros à la date de l'opération de paiement ou d'encaissement, à l'exception des flux nets associés à la couverture de change globale, qui sont comptabilisés au cours de cette couverture pour l'année.

Les créances et les dettes en devises étrangères non soldées sont converties en euros sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêt des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires :

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente ;
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion sur les disponibilités au 31 décembre sont portés au compte de résultat.

K. Constatation du chiffre d'affaires et des résultats. – Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour la société.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

L. Plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement. – Les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement ne sont enregistrées que lors de leur réalisation effective.

Suivant le Code de commerce (article 8), les charges d'impôts ne sont comptabilisées qu'avec les produits constatés. L'impôt sur les dites plus-values latentes est donc enregistré en charges payées d'avance jusqu'à prise en compte de la plus-value en résultat financier.

Cette méthode qui déroge au principe de non constatation partielle d'impôts différés a été adoptée pour donner une image plus fidèle du résultat de la société.

M. Intégration fiscale. – Depuis le 1er janvier 1999, la société Dassault Aviation fait partie du groupe fiscal constitué par la société Dassault Aviation, 9 rond-point des Champs-Élysées Marcel Dassault 75008 Paris, en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Cette intégration fiscale est renouvelable tacitement par période de cinq exercices.

Par convention, son incidence est neutre sur les résultats des sociétés intégrées : les charges d'impôts sont prises en compte par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Élément 2. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2009	Valeurs origine hors réévaluation légale
Immobilisations incorporelles :						
Valeur brute :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	71 767	1 601	6 502	-1 690	78 180	78 180
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	1 601	-1 601	948		948	
Total	73 368	0	7 450	-1 690	79 128	78 180
Amortissement :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-60 734	0	-5 512	1 689	-64 557	
Total	-60 734	0	-5 512	1 689	-64 557	
Valeur nette :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	11 033				13 623	
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	1 601				948	
Total Immobilisations incorporelles	12 634	0	1 938	-1	14 571	
Immobilisations corporelles :						
Valeur brute :						
Terrains	26 015	1	329	-138	26 207	22 423
Constructions	232 301	16 972	10 651	-512	259 412	249 648

Installations techniques, matériel et outillage	447 634	3 267	25 515	-10 821	465 595	464 834
Autres immobilisations corporelles	162 802	539	29 767	-2 690	190 418	190 145
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	24 322	-20 779	3 723	-3 278	3 988	
Total	893 074	0	69 985	-17 439	945 620	927 050
Amortissement :						
Terrains	-4 082	0	-453	127	-4 408	
Constructions	-133 277	0	-11 183	414	-144 046	
Installations techniques, matériel et outillage	-364 900	0	-24 192	10 569	-378 523	
Autres immobilisations corporelles	-86 870	0	-16 790	2 405	-101 255	
Total	-589 129	0	-52 618	13 515	-628 232	
Dépréciation :						
Autres immobilisations corporelles (1)	-7 004	0	-7 623	7 004	-7 623	
Total	-7 004	0	-7 623	7 004	-7 623	
Valeur nette :						
Terrains	21 933				21 799	
Constructions	99 024				115 366	
Installations techniques, matériel et outillage	82 734				87 072	
Autres immobilisations corporelles	68 928				81 540	
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	24 322				3 988	
Total Immobilisations corporelles	296 941	0	9 744	3 080	309 765	

(1) Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles (cf. paragraphe B des principes comptables) :

Pour tenir compte de l'impact de la crise sur le marché des avions d'affaires d'occasion, une provision de 7 004 milliers d'euros avait été constituée en 2008 sur les avions immobilisés. Le montant révisé au 31 décembre 2009 est de 7 623 milliers d'euros.

Cette provision est égale à la différence constatée entre la valeur nette comptable des avions immobilisés et leur valeur actuelle. La valeur actuelle d'un avion immobilisé correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage. La valeur d'usage de chaque avion immobilisé est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,8 % et un taux de croissance de 2 %, une période de projection des flux égale à la durée de location de l'avion et une valeur de revente de l'avion à l'issue de cette période de location.

Les tests de dépréciation réalisés au niveau des autres immobilisations corporelles n'ont mis en évidence aucune dépréciation à enregistrer au 31 décembre 2009.

Élément 3. – Immobilisations financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2009	Valeurs origine hors réévaluation légale
Participations (1)	191 503		1 958 503	0	2 150 006	2 149 637
Autres titres immobilisés	5 894		0	0	5 894	5 742
Prêts	2 131		607	-377	2 361	2 361
Autres immobilisations financières	27 543		1 548	-126	28 965	28 965
Total	227 071	0	1 960 658	-503	2 187 226	2 186 705
Provisions (2)	-14 154		-8 855	13 999	-9 010	-9 010
Valeur nette	212 917	0	1 951 803	13 496	2 178 216	2 177 695

(1) Acquisition d'actions Thales auprès d'Alcatel-Lucent (1 568 millions d'euros) et du Groupe Industriel Marcel Dassault (GIMD) (390 millions d'euros).

(2) Cours de bourse de l'action Thales et test de dépréciation :

Sur la base du cours de bourse de l'action Thales au 31 décembre 2009, soit 35,945 euros par action, la participation de Dassault Aviation dans Thales est valorisée à 1 853 millions d'euros.

Cette valorisation étant inférieure à la valeur de Thales dans les comptes de Dassault Aviation, nous avons réalisé un test de dépréciation. La valeur d'utilité a été estimée en projetant les flux prévisionnels de trésorerie (après impôts) sur une période de cinq ans. Ces flux ont été actualisés au taux après impôts de 8 %. La valeur terminale a été calculée sur la base d'hypothèses de profitabilité à moyen terme en cohérence avec les données prévisionnelles de Thales.

Ce test de dépréciation ne nous a pas conduits à constater de perte de valeur.

État des échéances des immobilisations financières.

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Prêts	2 361	323	2 038
Autres immobilisations financières	28 965	0	28 965
Total général	31 326	323	31 003

A. Liste des filiales et participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société et dont la société détient au moins 10 % des actions

(en milliers d'euros) :

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net (+) ou perte (-) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)										
A. Filiales françaises										
Dassault Falcon Service	3 680	56 604	99,99 %	59 453	59 453	0	0	118 836	2 023	0
Dassault International	1 529	17 290	99,63 %	19 236	19 236	0	0	2 953	825	0
Dassault-Réassurance	10 459	7 382	99,99 %	10 132	10 132	0	0	2 760	168	0
Sogitec Industries	4 578	64 656	99,74 %	25 348	25 348	0	0	99 153	18 802	0
Total des filiales françaises				114 169	114 169	0	0			0
B. Filiales étrangères										
Dassault Falcon Jet (1)	9 754	417 519	87,47 %	7 767	7 767	0	79 192	1 177 328	13 210	0
Dassault International Inc. (États-Unis)	3 505	31 616	100,00 %	3 727	3 727	0	0	1 020	1 129	0
Dassault Procurement services Inc. (États-Unis)	69	35 006	100,00 %	28 965	28 965	0	0	279 935	1 833	0
Total des filiales étrangères				40 459	40 459	0	79 192			0
Total filiales				154 628	154 628	0	79 192			0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)										
A. Participations françaises										
Corse Composites Aeronautiques	1 707	4 261	24,81 %	996	996	0	0	24 424	-2 041	0
Eurotradia Internat. (2)	3 000	34 161	16,20 %	3 099	3 099	0	0	54 120	3 089	508
Thales (3)	597 100	4 178 600	25,90 %	1 958 502	1 958 502	0	0	139 000	-29 100	54 117
Total participations françaises				1 962 597	1 962 597	0	0			54 625
B. Participations étrangères										
Total participations étrangères				0	0	0	0			0
Total participations				1 962 597	1 962 597	0	0			54 625

(1) Détention directe, les autres actions, soit 12,53 % du capital, sont détenues par Dassault International Incorporation (Etats-Unis), elle-même filiale à 100 % de Dassault Aviation.

(2) Informations exercice 2008.

(3) Comptes société mère.

B. Autres filiales et participations (en milliers d'euros) :

Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société	Montant des cautions et avals fournis par la Société	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales					
A. Filiales françaises	601	601	0	0	0
B. Filiales étrangères	0	0	0	0	0
Total filiales	601	601	0	0	0
2. Participations					
A. Participations françaises	5 903	3 903	0	0	1 460
B. Participations étrangères	32 171	25 316	0	0	0
Total participations	38 074	29 219	0	0	1 460

C. Renseignements globaux sur les titres (A+B) (en milliers d'euros) :

Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société	Montant des cautions et avals fournis par la Société	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales					
A. Filiales françaises	114 770	114 770	0	0	0
B. Filiales étrangères	40 459	40 459	0	79 192	0
Total	155 229	155 229	0	79 192	0
2. Participations					
A. Participations françaises	1 968 500	1 966 500	0	0	56 085
B. Participations étrangères	32 171	25 316	0	0	0
Total	2 000 671	1 991 816	0	0	56 085
Total général	2 155 900	2 147 045	0	79 192	56 085

Élément 4. – Stocks et travaux en-cours

(En milliers d'euros)	Brut	Dépréciation	31/12/2009 Net	31/12/2008 Net
Matières premières	204 023	-75 879	128 144	106 085
Travaux en-cours de production	2 426 222	0	2 426 222	2 386 371
Produits intermédiaires et finis	525 726	-179 976	345 750	289 178
Total	3 155 971	-255 855	2 900 116	2 781 634

Élément 5. – Intérêts sur éléments de l'actif circulant.

Il n'y a pas d'intérêts inclus dans la valeur des stocks et travaux en-cours.

Élément 6. – Créances clients et autres créances.

(En milliers d'euros)	Brut	Provision	31/12/2009 Net	31/12/2008 Net
Clients et comptes rattachés				
Clients et comptes rattachés	521 318	95 934	425 384	322 965
Total I	521 318	95 934	425 384	322 965

Autres créances et comptes de régularisation				
Autres créances	152 557	0	152 557	76 554
Charges constatées d'avance	345 089	0	345 089	344 551
Comptes de régularisation	8 859	0	8 859	1 943
Total II	506 505	0	506 505	423 048
Total général	1 027 823	95 934	931 889	746 013

Échéancier des créances clients et autres créances - Valeur brute :

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2009	Moins d'un an	Plus d'un an	Total 31/12/2008	Moins d'un an	Plus d'un an
Clients et comptes rattachés	521 318	379 394	141 924	462 039	338 927	123 112
Autres créances	152 557	152 557	0	76 554	76 554	0
Charges constatées d'avance	345 089	345 089	0	344 551	344 551	0
Comptes de régularisation	8 859	8 859	0	1 943	1 943	0
Total - Valeur brute	1 027 823	885 899	141 924	885 087	761 975	123 112

Élément 7. – Produits à recevoir (en milliers d'euros) :

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Créances clients et comptes rattachés	191 097	77 806
Autres créances et comptes de régularisation	40	62
Valeurs mobilières	0	0
Disponibilités	87	837
Total	191 224	78 705

Élément 8. – Charges et produits constatés d'avance.

(En milliers d'euros)	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation 31/12/2009	(1) 345 089	48 015
Charges/produits d'exploitation 31/12/2008	(2) 344 551	20 415
(1) Dont IS sur plus-values latentes au 31 décembre 2009	335 995	
(2) Dont IS sur plus-values latentes au 31 décembre 2008	337 763	

Élément 9. – Différence d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant (en milliers d'euros) :

Nature des éléments d'actif circulant	Montant au bilan	Valeur de marché
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31 décembre 2009	2 277 053	3 228 518
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31 décembre 2008	(1) 3 130 936	4 086 510

(1) Compris dans les valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie à l'actif du bilan, l'écart (1 957 milliers d'euros) correspond aux primes payées sur les options de change qui ne sont portées en résultat qu'à l'échéance des dites options (cf. élément 1, § I).

Élément 10. – Composition du capital social.

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/Parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 125 897	8 euros
2. Actions/Parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 125 897	8 euros

Élément 11. – Identité de la société mère consolidant globalement les comptes de la Société.

	% Intégration
Groupe Industriel Marcel Dassault, 9, Rond point des Champs Élysées - Marcel Dassault, 75008 Paris	50,55 %

Élément 12. – Réserves.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Écart de réévaluation	4 305	4 305
Réserve légale	8 101	8 101
Autres réserves	71 332	71 332
Report à nouveau	2 181 453	1 887 675
Total	2 265 191	1 971 413

Réserve d'écarts de réévaluation.

(En milliers d'euros)	Variation de la réserve de réévaluation			Montant à la fin de l'exercice
	Montant au début de l'exercice	Mouvements 2009		
		Diminutions dues aux cessions	Autres variations	
Terrains	3 784	0	0	3 784
Participations	521	0	0	521
Total	4 305	0	0	4 305
Réserve de réévaluation (1976)	4 305	0	0	4 305

Élément 13. – Variation des capitaux propres au cours de l'exercice.**1. Résultat de l'exercice.**

Libellés (en milliers d'euros ou en euros par action)	2009	2008
Résultat comptable		
milliers d'euros	265 969	352 508
euros par action	26,27	34,81
Variation des capitaux propres hors résultat de l'exercice		
milliers d'euros	20 134	5 744
euros par action	1,99	0,57
Dividendes		
milliers d'euros	(1) 89 108	58 730
euros par action	(1) 8,80	5,80

*(1) Proposés à l'assemblée générale ordinaire.***2. Tableau de variations des capitaux propres hors résultat de l'exercice (en milliers d'euros) :**

Libellés	Avant affectation résultat 2008 31/12/2009	Après affectation résultat 2008 31/12/2009
A -		
1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2008 hors résultat de l'exercice	2 345 193	2 345 193
2. Résultat 2008 avant affectation	352 508	
3. Affectation du résultat 2008 à la situation nette par l'assemblée générale ordinaire		293 778

4. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2009	2 697 701	2 638 971
B - Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2009		0
1. Variation du capital		0
2. Variation des autres postes		0
C - (= A4 + B) capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2009		2 638 971
D - Variation en cours d'exercice hors résultat 2009		20 134
1. Variation du capital		0
2. Variation des primes, réserves		0
3. Variation des provisions relevant des capitaux propres		0
4. Contreparties de réévaluation - réserve		0
5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement		20 134
6. Autres variations		0
E - Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 12 / 2009 hors résultat 2009 avant assemblée générale ordinaire (= C + D)		2 659 105
F - Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice 2009 hors résultat 2009 (= E - C)		20 134

3. Impôts latents (en milliers d'euros).

Provisions réglementées hors provisions pour investissements : 144 351 x 34,43 % = 49 700.

Élément 14. – État des provisions (en milliers d'euros) :

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions réglementées :					
Pour investissements	137 430	0	(3) 39 845	(3) -28 298	148 977
Pour hausse des prix	55 044	0	(3) 9 709	(3) -14 266	50 487
Amortissements dérogatoires	79 331	0	(3) 24 030	(3) -13 410	89 951
Pour crédit à moyen terme export	1 372	0	(3) 2 524	(3) 0	3 896
Plus-values réinvesties	17	0	(3) 0	(3) 0	17
Total I	273 194	0	76 108	-55 974	293 328
Provisions pour risques et charges :					
D'exploitation	779 420	0	(1) 167 299	(1) -111 855	834 864
Financiers	1 943	0	(2) 8 859	(2) -1 943	8 859
Exceptionnels	0	0	(3) 0	(3) 0	0
Total II	781 363	0	176 158	-113 798	843 723
Provisions pour dépréciation :					
Sur immobilisations incorporelles	0	0	(1) 0	(1) 0	0
Sur immobilisations corporelles	7 004	0	(1) 7 623	(1) -7 004	7 623
Sur immobilisations financières	14 154	0	(2) 8 855	(2) -13 999	9 010
Sur stocks et en-cours	204 573	0	(1) 255 855	(1) -204 573	255 855
Clients et comptes rattachés	139 074	0	(1) 95 934	(1) -139 074	95 934
Total III	364 805	0	368 267	-364 650	368 422
Total général des provisions	1 419 362	0	620 533	-534 422	1 505 473
Dotations, reprises et transferts de charges :					
D'exploitation			(1) 526 711	(1) -462 506	
Financières			(2) 17 714	(2) -15 942	
Exceptionnelles			(3) 76 108	(3) -55 974	
			620 533	-534 422	

Détail des provisions pour risques et charges (en milliers d'euros) :

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentation dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges :					
Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	251 000		24 500	-23 500	252 000
Pour garantie	384 633		116 722	-51 355	450 000
Prestations de services et travaux restant à réaliser	143 787		26 077	-37 000	132 864
D'exploitation	779 420	0	167 299	-111 855	834 864
Pour perte de change	1 943		8 859	-1 943	8 859
Financiers	1 943	0	8 859	-1 943	8 859
Divers	0				0
Exceptionnels	0	0	0	0	0
Total général des provisions pour risques et charges	781 363	0	176 158	-113 798	843 723

- Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail : les engagements sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir et calculés pour l'ensemble du personnel suivant la méthode des unités des crédits projetés :
- la simulation de la carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge) ;
 - le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière ;
 - le calcul prend en compte les hypothèses annuelles suivantes : augmentation des salaires : 4 %, taux d'actualisation : 4,3 % et taux d'inflation : 2 %.
- Provisions pour garantie : les provisions pour garantie tiennent compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.

Élément 15. – Emprunts et dettes financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	1 272 224	10 292
Emprunts et dettes financières divers (2)	488 686	245 809
Total	1 760 910	256 101

(1) Dont concours bancaires courants : 9 129 milliers d'euros au 31 décembre 2009 et 10 222 milliers d'euros au 31 décembre 2008 ;

Dont emprunts à moins d'un an : 1 263 048 milliers d'euros au 31 décembre 2009 (emprunts libellés pour la quasi-totalité en euros) et 11 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

Les contrats de ces emprunts comportent les clauses usuelles de défaut et de restrictions en matière de conditions de sûretés et d'opérations de fusion ou de cession. Ils ne contiennent pas de clauses de remboursement ou d'exigibilité anticipé fondées sur le rating ou sur des ratios financiers. Une des clauses des emprunts en euros prévoit qu'un remboursement anticipé serait exigé si GIMD venait à détenir moins de 50 % du capital de Dassault Aviation avant la date d'échéance des emprunts.

(2) Solde du paiement échelonné des actions Thales : 195 millions d'euros au 31 décembre 2009, achetées pour 390 millions d'euros à GIMD en mai (payées moitié comptant, un quart à un an et un quart à deux ans).

Les autres emprunts et dettes financières diverses comprennent essentiellement la participation des salariés en compte courant bloqué.

Il n'y a pas d'emprunt participatif.

Élément 16. – État des échéances des dettes.

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	1 272 224	1 272 178	46	0
Emprunts et dettes financières divers (2)	488 686	131 172	357 514	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	413 116	413 116	0	0

Dettes fiscales et sociales	165 994	165 994	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 886	10 886	0	0
Autres dettes	102 144	102 144	0	0
Total	2 453 050	2 095 490	357 560	0

(1) Cf. élément 15.

(2) Cf. élément 15.

Élément 17. – Autres dettes et comptes de régularisation.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Dettes fiscales et sociales	165 994	180 648
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 886	13 126
Autres dettes	102 144	136 714
Produits constatés d'avance	48 015	20 415
Compte de régularisation passif	0	2 774
Total	327 039	353 677

Élément 18. – Charges à payer (en milliers d'euros) :

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts et dettes financières (1)	21 464	7 397
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	351 371	524 104
Autres dettes et comptes de régularisation	201 021	250 127
Total	573 856	781 628

(1) Dont emprunts auprès d'établissements de crédit : 13 036 milliers d'euros.

Élément 19. – Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (en milliers d'euros) :

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	155 229	1 994 777	0
Prêts	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	50 296	26 598	0
Créances clients et comptes rattachés	169 878	2 274	5
Créances diverses	1 931	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	332 697	5 274	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 637	12 498	27 021
Autres dettes diverses	0	0	0

Élément 20. – Ventilation du chiffre d'affaires.

(En milliers d'euros)	Montant 2009	Montant 2008
A) Répartition par produits :		
Produits finis	2 389 104	2 719 345
Prestations de services	359 115	821 110
Total	2 748 219	3 540 455

B) Répartition par zone géographique :		
France	842 083	1 231 328
Etranger	1 906 136	2 309 127
Total	2 748 219	3 540 455
C) Répartition par trimestre :		
Premier trimestre	669 723	704 014
Deuxième trimestre	492 909	771 830
Troisième trimestre	666 294	979 093
Quatrième trimestre	919 293	1 085 518
Total	2 748 219	3 540 455

Élément 21. – Frais de recherche et développement.

Les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(En milliers d'euros)	2009	2008
Charges de recherche et développement	-212 852	-241 789

La stratégie et les axes d'efforts de la société en matière de recherche et de développement sont décrits dans le rapport de gestion.

Élément 22. – Résultat financier.

(En milliers d'euros)	2009	2008
Produits de participation (1)	54 625	1 622
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 521	2 519
Autres intérêts et produits assimilés	4 100	7 865
Reprises sur provisions :		
- Perte de change	1 943	3 330
- Titres de participation	13 999	0
	15 942	3 330
Différence positive de change	485	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	46 817	30 818
Total produits financiers	123 490	46 154
Dotations aux provisions :		
- Perte de change	-8 859	-1 943
- Titres de participation	-8 855	-13 999
- Prêts	0	-155
	-17 714	-16 097
Intérêts et charges assimilées	-33 578	-10 950
Différence négative de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total charges financières	-51 292	-27 047
Résultat financier	72 198	19 107

(1) Dont dividendes Thales : 54 117 milliers d'euros en 2009.

Élément 23. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'euros)	2009	2008
Produits des cessions d'éléments d'actif		

- Immobilisations corporelles	503	13 256
- Immobilisations financières	0	0
	503	13 256
Autres produits exceptionnels	162	614
Reprises sur provisions :		
- Investissement	28 298	27 184
- Hausse des prix	14 266	11 174
- Crédit moyen terme export	0	161
- Amortissements dérogatoires	13 410	14 110
- Plus-values réinvesties	0	0
	55 974	52 629
	56 639	66 499
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-8	-217
Valeur comptable des éléments cédés :		
- Immobilisations incorporelles	0	0
- Immobilisations corporelles	-648	-13 921
- Immobilisations financières	0	0
	-648	-13 921
Autres charges exceptionnelles	-199	-491
Dotations aux provisions réglementées :		
- Investissement	-39 845	-29 841
- Hausse des prix	-9 709	-10 562
- Crédit moyen terme export	-2 524	0
- Amortissements dérogatoires	-24 030	-17 970
	-76 108	-58 373
Autres provisions exceptionnelles	0	0
	-76 963	-73 002
Résultat exceptionnel	-20 324	-6 503

Élément 24. – Ventilation de la charge d’impôts sur les résultats.

(En milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts (IS)	Impôts (PVLТ)	Résultat après impôts
Résultat courant	450 340	-126 976	0	323 364
Résultat exceptionnel (y compris participation et intéressement)	-121 036	63 641	0	-57 395
Résultat comptable	329 304	-63 335	0	265 969
		-63 335		

Élément 25. – Engagements financiers (en milliers d’euros) :

Engagements donnés	31/12/2009	31/12/2008
Aval et cautions concernant :		
. Les filiales	79 192	185 486
. Les participations	0	0
. Autres	0	0
Total	79 192	185 486

Engagements reçus	31/12/2009	31/12/2008
-------------------	------------	------------

Garanties Coface	76 217	51 092
Sûretés réelles (hypothèques, nantissements)	28 555	0
Total	104 772	51 092

Engagements réciproques	31/12/2009	31/12/2008
Marchés à livrer à terme - Solde à facturer	11 394 900	15 166 400
Marchés à recevoir à terme - Solde à payer	1 628 324	2 395 948
Commandes d'immobilisations	14 142	32 451
Total	13 037 366	17 594 799

Élément 26. – Dettes et créances garanties par des cautions bancaires.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	439 756	500 689
Avances et acomptes versés sur commandes en-cours	4 060	3 834
Total	443 816	504 523

Élément 27. – Instruments financiers : portefeuille d'opérations de change en dollars.

Dassault Aviation a un risque de change sur les produits de ventes des avions Falcon qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Seule une part de ses dépenses est encourue dans la même devise (achats notamment). Dassault Aviation est donc exposé à un risque de change, que la société couvre partiellement en utilisant des contrats de ventes à terme et le cas échéant des options de change.

Les instruments financiers détenus par Dassault Aviation sont valorisés ci-dessous à leur valeur de marché.

La valeur de marché correspond aux montants reçus ou payés en cas de résiliation totale du portefeuille, dont la contre-valeur en euros est calculée sur la base du cours du dollar à la clôture. Ce mode de valorisation ne permet pas d'évaluer les résultats réels qui seront réalisés à la date d'échéance des opérations, dans la mesure où il n'est pas tenu compte des variations futures du cours.

La valeur de marché du portefeuille n'est donnée qu'à titre indicatif.

Au cours de valorisation du portefeuille, le taux de couverture prévu ne génère pas de pertes sur les opérations commerciales couvertes.

Valeur de marché	milliers de dollars	milliers d'euros
Au 31 décembre 2009 :		
Options de change	0	0
Opérations à terme	936 632	650 168
Total	936 632	650 168
Au 31 décembre 2008 :		
Options de change	-4 181	-3 004
Opérations à terme	622 594	447 362
Total	618 413	444 358

Élément 28. – Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Résultat de l'exercice	265 969	352 508
Impôts sur les résultats	63 335	184 009
Résultat avant impôts	329 304	536 517
Variation des provisions réglementées	8 587	3 087
Dont :		
- Amortissements dérogatoires	10 620	3 860
- Provision pour hausse des prix	-4 557	-612
- Provision pour plus-values réinvesties	0	0
- Provision pour crédit moyen terme export	2 524	-161

Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts)	337 891	539 604
--	---------	---------

Élément 29. – Accroissement et allègements de la dette future d'impôts.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Accroissements :		
Provisions réglementées :		
- Hausse des prix	50 487	55 044
- Crédit moyen terme export	3 896	1 372
- Amortissements dérogatoires	89 951	79 331
Total	144 334	135 747
Accroissements de la dette future d'impôts	49 694	46 738
Allègements :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation :		
- Participation des salariés	86 712	122 203
- Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	252 000	251 000
Autres provisions partiellement non déductibles (Organic, clients, stocks, garantie, divers) :	273 698	231 096
Total	612 410	604 299
Allègements de la dette future d'impôts	210 853	208 060
Moins-values à long terme	0	0

Élément 30. – Rémunération des mandataires sociaux.

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève à 892 581 euros pour 2009.

Élément 31. – Effectif moyen.

	Personnel salarié	Personnel intérimaire mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4 268	
Agents de maîtrise et techniciens	2 148	
Employés	578	17
Ouvriers	1 368	65
Total 2009	8 362	82
Total 2008	8 349	252

Élément 32. – Informations environnementales.

La société Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 2 580 milliers d'euros et a porté en charges environ 527 milliers d'euros dans l'exercice, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire. Dassault Aviation n'a pas eu à comptabiliser de passifs environnementaux.

Élément 33. – Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices.

(En milliers d'euros à l'exception du 3 en euros / action)

Nature des indications	2005	2006	2007	2008	2009
1/ Situation financière en fin d'exercice					
A. Capital social	81 007	81 007	81 007	81 007	81 007
B. Nombre d'actions émises	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897

2/ Résultat global des opérations effectives					
A. Chiffre d'affaires hors taxes	2 969 785	2 853 461	3 605 350	3 540 455	2 748 219
B. Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	434 310	483 736	690 062	857 547	473 545
C. Impôts sur les résultats	117 009	120 085	185 786	184 009	63 335
D. Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	260 901	224 943	323 496	352 508	265 969
E. Montant des bénéfices distribués	100 246	74 932	107 335	58 730	(1) 89 108
3/ Résultat des opérations réduit à une seule action en euros					
A. Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	31,3	35,9	49,8	66,5	40,5
B. Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	25,8	22,2	31,9	34,8	26,3
C. Dividende versé à chaque action	9,9	7,4	10,6	5,8	(1) 8,8
4/ Personnel					
A. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	8 774	8 614	8 430	8 349	8 362
B. Salaires et traitements	393 883	407 858	418 125	422 353	415 659
C. Charges sociales	194 380	198 836	209 222	214 547	208 945
5/ Montant de la participation du personnel	86 967	74 981	100 747	122 203	86 712
6/ Montant de l'intéressement	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000

(1) *Proposé à l'assemblée générale ordinaire.*

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Dassault Aviation, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Opinion sur les comptes annuels. – Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification de nos appréciations. – La préparation des états financiers au 31 décembre 2009 a été réalisée dans le contexte économique décrit aux paragraphes 1.6 (Activités du groupe), 2.2 (Résultats de la société Mère) et 3 (Conclusion) du rapport de gestion de votre conseil d'administration. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Nous avons estimé que parmi les comptes sujets à estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations figurent les titres de participation, les provisions pour risques et les contrats pluriannuels :

Titres de participation : les titres de participation, figurant au bilan pour un montant de 2.150 millions d'euros (note élément 3 de l'annexe aux comptes) sont évalués à leur coût de revient et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité.

Nos travaux ont consisté à apprécier les informations sur lesquelles se fondent le maintien des valeurs d'acquisition ou le cas échéant les provisions pour dépréciation constatées.

Provisions pour risques : nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour risques, telles que décrites en note élément 1-H et élément 14 de l'annexe aux comptes, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Contrats pluriannuels : les résultats de votre société sont constatés selon la méthode à l'avancement pour les contrats pluriannuels. Conformément à la norme professionnelle applicable aux estimations comptables, et sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses établies par la direction sur lesquelles se fondent les estimations des résultats à terminaison de ces contrats et leur évolution, revoir les calculs effectués, comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques. – Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 17 mars 2010

Les commissaires aux comptes

Mazars
Serge Castillon

Deloitte & Associés
Dominique Jumaucourt

VII. – Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du conseil d'administration.

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Dassault Aviation et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. – Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations. – Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 17 mars 2010

Les commissaires aux comptes

Mazars
Serge Castillon

Deloitte & Associés
Dominique Jumaucourt

1002708